

## Ntibashirakandi : Plaidoyer pour une politique de reconstruction du Burundi

PLAIDOYER POUR UNE POLITIQUE DE RECONSTRUCTION DU BURUNDI BASEE SUR UN PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT BIEN PENSE. Libérorat NTIBASHIRAKANDI Anvers, le 15 avril 2007

Introduction

L'ère de l'intégration régionale, de la mondialisation, du développement de la nouvelle économie, et de l'essor des Technologies de l'Information et de la Communication, il est indéniable que le Burundi a besoin d'un programme de développement bien pensé et basé sur ses priorités. D'une vision claire et réfléchie en découlera un plan stratégique de la pauvreté et de développement intégral du Burundi. Et dans ces conditions, les intellectuels burundais de la diaspora représentent un important levier de ressources humaines aux valeurs inestimables. Leur contribution s'exprimerait en l'occurrence dans le cadre de la mise en œuvre des différents programmes comme le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le plan d'action du G8, etc. Mais cela exige une concertation et une réflexion poussée sur les remèdes pouvant soulager ou guérir non seulement les maux de division et des souffrances occasionnées par la guerre mais aussi d'autres crimes de violation des droits de l'homme, l'impunité, la justice vitesse, les malversations économiques, etc. Cette réflexion sans passion demande un certain courage, une sérénité sans faille, un dépassement de soi, un franc-parler et une réelle volonté de s'engager dans un combat qui doit nécessairement aboutir à des actions concrètes de redressement du Burundi. C'est dans ce cadre précis que s'inscrit cette réflexion, fruit d'une prise de conscience et d'une réflexion entamée depuis des années. Car nous sommes déterminés à contribuer positivement, par des analyses objectives, à une reconstruction nationale qui doit absolument passer par le retour d'une paix durable, une justice équitable pour tous les citoyens burundais, une véritable démocratie rassurante pour toutes les composantes de la société burundaise, une réconciliation nationale qui n'est pas de façade. Notre objectif est donc de proposer des priorités qui nous semblent nécessaires et urgentes pour sortir le Burundi de sa léthargie malade. Cela nécessite des efforts conjoints des Burundais de la diaspora et de l'intérieur du pays. Nous prions ainsi un réveil national et la conscience citoyenne qui s'articulent sur trois volets :

- Sur le plan intérieur : Mettre un terme à la cacophonie qui s'observe au niveau du pouvoir. On observe que des scandales de becs et autres maladroites. Sur le plan régional : L'entrée du Burundi dans « East African Community » est soutenue mais les conditions d'adhésion doivent être étudiées sérieusement. Le Burundi doit donc se préparer à l'entrée pour ne pas hypothéquer ses propres intérêts. Sur le plan international : Les bailleurs et autres amis du Burundi sont fatigués par des erreurs qui ne cessent de s'accumuler et qui hypothéquent l'image des gestionnaires du pays. C'est pourquoi la période est importante pour le Burundi. Les Burundais et la communauté internationale supporteront très mal des erreurs qui seront commises après ces turbulences auxquelles on assiste au sein du parti qui a gagné les élections. Cinq programmes sont donc urgents pour reconstruire le pays :

- Une véritable réconciliation nationale, base d'un développement harmonieux et de toute démocratie rassurante pour tous les citoyens burundais.
- Le Renforcement des capacités dans tous les secteurs de la vie nationale par des séminaires de recyclage.
- L'évaluation du système éducatif burundais.
- Une intégration de l'usage et pratique des Technologies de l'Information et de la Communication dans la vie socio-économique du Burundi.
- La promotion et le développement du tourisme.

Des mesures d'austérité. De la réconciliation nationale

La réconciliation nationale est un résultat non seulement d'un discours rassurant, des actes positifs qui collent avec le discours mais aussi d'un dialogue permanent entre les burundais. Pour l'atteindre véritablement, le Burundi a besoin d'un leader charismatique qui met en avant l'intérêt de tous les Burundais sans distinction d'ethnie, de religion, de parti politique, de région, de clan, etc. Le Chef de l'Etat doit être le Mandela burundais. Il doit s'entourer d'hommes et de femmes intelligents connus de part leurs actions en faveur de la paix. Il doit mettre en place une équipe gouvernementale composée d'hommes et de femmes, techniciens ayant pour mission de restaurer la confiance entre le politique et les citoyens, restaurer la confiance entre le Burundi et les bailleurs, de remettre l'économie burundaise sur les rails. Dans ses nominations, il doit avoir le courage de tenir compte plutôt des compétences et de l'intérêt supérieur de la Nation burundaise. Le moment est venu pour lutter contre la corruption, les malversations économiques qui déshonorent le Burundi et ses dirigeants. Le Chef de l'Etat doit relever le ton et décréter la tolérance zéro pour de tels délits, en punissant d'une façon exemplaire ceux qui ont commis ce genre de crimes au cours de ces derniers mois et ces dernières années. Pour être le véritable père de la Nation, le Président doit se mettre au dessus de la mêlée, initier dans les meilleurs délais un dialogue franc et sincère entre burundais en tenant compte de l'histoire récente et ancienne du Burundi. Seul le dialogue contribuera en effet au rétablissement de la confiance mutuelle entre les communautés en conflit et mènera à la véritable réconciliation, au retour d'une paix durable, à la stabilité du pays ; condition sine qua non à la cohabitation pacifique entre les membres des différents segments de la société burundaise et au développement intégral du Burundi. Le même dialogue aboutira en outre à la mise en place d'un organe d'arbitrage chargé de trancher les litiges et à la création d'un espace de dialogue permanent. Celui-ci s'accordera sur l'idée de révision de la constitution. Pour y inclure des balises qui rassureraient les uns et les autres dans la participation dans la gestion des affaires du Burundi dans le seul souci de prévenir de nouvelles guerres. Tous les gestionnaires du pays doivent s'approprier cette idée de Martin Luther King « La haine ne supprime pas la haine, seule l'amour y parviendra ». Du renforcement des capacités des cadres de l'Etat

Une des conséquences de la guerre est la baisse du niveau des lauréats des universités burundaises. Les raisons sont multiples mais pour certains cadres de l'Etat et des lacunes dans la formation de base doivent être comblées par la formation continue sous forme de séminaires de recyclage. La priorité étant accordée au recyclage de tous les ingénieurs agronomes qui encadrent la population notamment en matière de lutte contre l'érosion, de la culture et de l'entretien de tous les produits agricoles exportés : café, thé, coton et les fleurs. L'autre catégorie de cadres de l'Etat à former dans les meilleurs délais, ce sont les infirmiers, les enseignants, les cadres du ministère des Finances. L'objectif de ces séminaires de recyclage est d'appendre aux cadres de l'Etat les nouvelles techniques qui sont aujourd'hui utilisées dans le domaine agricole et dans le domaine de la santé, etc. en vue d'améliorer la productivité et l'état de santé des populations burundaises. La

tous les ingénieurs agronomes jusqu'au niveau des communes entrerait dans les stratégies de lutte contre la famine et la pauvreté. L'urgence d'organiser un tel recyclage. Les experts de la diaspora peuvent contribuer à ces formations en mettant leur savoir-faire au service de la Nation. Du système éducatif burundais, l'éducation est le moteur du développement. Jacques Delors écrivait : « L'éducation, un trésor est caché dedans ». La meilleure voie de résolution du conflit burundais pour le long terme est l'éducation. Malheureusement, il se fait que le système éducatif burundais souffre du fait que ce secteur a été géré par plusieurs ministres et il n'y a jamais eu de continuité dans l'action de différents gouvernements qui se sont succédés. Les États généraux pour l'éducation doivent être organisés par le système éducatif burundais. Une évaluation du système par des experts est plus que nécessaire. Pourquoi ? Pour inventorier les raisons qui ont poussé à la baisse du niveau depuis l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Quelques exemples pour illustrer nos propositions : les effets positifs et négatifs de la double vacation, la qualité d'enseignement dans les collèges communaux, l'harmonisation des critères d'accès à l'enseignement universitaire et non universitaire, les voies et moyens de lutte contre la fuite des cerveaux, les conditions minimales exigées pour créer une université ou une école privée, l'enseignement supérieur et universitaire qui doit satisfaire les formes de Bologne, etc. Les formes des programmes doivent être opérées dans les meilleurs délais pour que l'enseignement réponde aux besoins du pays. Les nouveaux programmes de formation de toutes les professions doivent prendre en compte les nouvelles exigences de formation, les nouveaux outils, les nouvelles stratégies de travail ainsi que les nouvelles règles que le Burundi est appelé à jouer dans la société émergente du savoir au sein de la EAC ou en Afrique. L'enseignement des métiers reste également déficitaire au Burundi et est donc à renforcer. Il s'agit grosso modo de l'urgence d'évaluer le système éducatif avant sa grande réforme qui aboutira à la revalorisation de la formation, de la stabilisation des enseignants de l'Université du Burundi, à des solutions d'amélioration des niveaux, notamment à l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Bref, à remettre de l'ordre dans le système éducatif burundais. Un dernier volet qui est le parent pauvre de l'éducation est la recherche appliquée : elle n'existe plus au Burundi. C'est ainsi qu'elle doit aussi être relancée pour répondre aux préoccupations des différents secteurs : agriculture, santé, technologie, etc. De l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication dans la vie socio-économique du Burundi. La place grandissante des TIC dans la société actuelle oblige le Burundi à réviser sa politique d'appropriation et d'usage des TIC dans la gestion du pays. Si rien n'est fait dans les meilleurs délais, à avec l'entrée du Burundi dans East African Community, le Burundi risque d'être phagocyté par les autres pays membres. Il sera notamment obligé d'acheter des services en TIC au Rwanda ou ailleurs alors qu'il pourrait en produire lui-même, à condition d'inscrire dans ses priorités de bonnes stratégies pour rattraper son retard dans le domaine suite à la crise et à la négligence des pouvoirs qui se sont succédés probablement par ignorance. Les TIC se composent de nombreux secteurs de services et d'activités tels les services Internet, le développement des logiciels, les infrastructures, services de communication et technologies de l'information, les médias, les bibliothèques et centres d'informations, les réseaux et services d'information et de communication, le commerce électronique, la télé-médecine, l'enseignement à distance, les réseaux du savoir et systèmes d'aide à la prise de décision, etc. Tous ces acteurs, sur les technologies, ont convergé pour caractériser ce que l'on nomme aujourd'hui "la société de l'information" ou "société de la connaissance", qui bouleverse le modus operandi des organisations privées, publiques et des gouvernements et propose une nouvelle définition des structures économiques et sociales mondiales, dans lesquelles les richesses, la valeur des biens, et le "pouvoir" (de négociation ou levier du développement), dépendent de plus en plus des moyens et du contrôle des processus relatifs à la communication et l'information. Cette bataille, n'est pas seulement celle de l'acquisition d'infrastructures et la consommation d'outils technologiques d'information et de communication. Elle se base aussi sur le processus d'appropriation par la société dans son ensemble et ses organisations (entreprises, individus, société civile, académie, recherche et même l'Etat) et de leur capacité d'en faire un moteur de développement, pour construire un nouveau rapport économique et culturel. Face à ces défis, il est nécessaire et urgent de proposer une réponse nationale, ambitieuse et planifiée. Tenant en compte la nature même de ces technologies, qui traversent tous ces secteurs et de nombreux autres domaines de la vie sociale et économique, cette réponse doit aussi être globale, établissant une vision et une stratégie de long terme, impliquant dans sa conception et sa mise en œuvre l'ensemble des secteurs économiques, sociaux, politiques, civils, etc. Cette politique nationale de société de l'information doit assurer un effort durable, soutenu, cohérent, national d'intégration des TIC en appui aux objectifs et stratégies nationales de développement. Elle doit inclure des stratégies, priorités et plans d'action qui puissent assurer la mise en place de systèmes d'information, connaissance et d'appui à la prise de décision, pour le développement socio-économique ainsi que permettre l'intégration du Burundi dans l'économie globale de l'information. Elle ne doit pas non plus être vue comme un luxe des élites mais comme une nécessité pour le pays. Si nous avons pu constater l'existence au Burundi, dans le domaine des TIC, de quelques initiatives actions sectorielles (éducation et recherche, ISP privés, multimédias, etc.) et des embryons de réflexions, nous devons constater qu'ils ont été apparemment menés de façon dispersée, sans réelle coordination ni liaison entre les différents secteurs impliqués (télécommunications, éducation et recherche, médias et culture, informatique, commerce et industrie, etc.). Il est clair qu'avec ou sans stratégie nationale, les technologies et les modalités qui en découlent auront un impact direct sur de nombreux secteurs (éducation, performances économiques, commerce, investissements, Etat et administration, culture et langues, société civile, etc.) et la société dans son ensemble. Les résultats de l'impact dépendront de notre capacité à produire une stratégie de long terme. Ne pas s'atteler à cette tâche, serait un immense gaspillage de ressources et d'opportunités, et ne ferait qu'augmenter notre retard de compétitivité. Nous devons dès aujourd'hui, lancer des projets concrets et réels pour entrer de plain-pied dans la société de l'information. Pour toutes ces raisons, nous suggérons de relancer et de redynamiser la recherche appliquée (ISABU, IRAZ, plantes médicinales, etc.) et surtout intégrer l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication dans la vie socio-économique du Burundi : informatisation de tous les services de l'Etat et plus particulièrement : la douane, les services d'immigration, le service des impôts, la

gestion des dossiers médicaux, les services de la Mairie, etc. Les TIC constituent un meilleur moyen de lutte contre la corruption et les malversations économiques. De la promotion et le développement du tourisme Une fois la paix retrouvée et la réconciliation nationale concrétisée en actes et en paroles, la promotion et le développement du tourisme devront être relancés. Le Burundi ne peut plus continuer à compter sur les aides extérieures. Il doit arrêter ses propres stratégies de vente de services qui apportent des devises au pays. C'est pourquoi, à côté des produits agricoles d'exportation, le tourisme constitue un créneau qui permettra lui aussi de renflouer les caisses de l'Etat. C'est en des secteurs essentiels de développement du pays et de son évolution vers une société de service, axée sur l'innovation et les technologies modernes. Car avec ses 808 millions d'arrivées de touristes internationaux dans le monde en 2005, ce secteur se classe parmi les meilleurs secteurs d'avenir pour la croissance économique soutenue. Au 21<sup>ème</sup> siècle, il a d'ailleurs émergé comme le numéro un des industries mondiales productrices de services et créatrices d'emploi. Dans le cas du Burundi, l'activité touristique doit se développer dans un cadre organique approprié, impliquant la libération volontaire du gouvernement de soutenir le secteur tant au niveau des investissements, de la promotion, que du fonctionnement de tout l'ensemble. A l'instar du Kenya, un des pays d'Afrique où le tourisme constitue une des ressources économiques les plus importantes, le gouvernement devrait repenser la promotion des investissements dans le secteur, le marketing du Burundi comme une belle destination, la protection et la conservation de l'environnement. Sur le plan sécuritaire, il devrait y avoir une police spécialisée du tourisme, chargée de garantir la sécurité des touristes et des sites touristiques. La promotion du tourisme embrasse aussi le renforcement du professionnalisme et l'intégration des normes de qualité dans le secteur de l'hôtellerie. Des mesures d'austérité L'économie burundaise souffre des conséquences de la guerre qui dure depuis plus de treize ans. La chute du développement humain (IDH) de 2005, une valeur de 0,378 place le Burundi au 169<sup>ème</sup> rang mondial sur 175 pays. Au niveau régional, le Burundi occupe la dernière place. Le revenu moyen par habitant est parmi les plus bas de l'Afrique sub-saharienne et place le Burundi parmi les pays les plus pauvres de la planète. Le problème auquel est également confronté le Burundi est sa dette extérieure qui atteint des montants énormes : 1046,1 MUSD en 2001. Le service de la dette représente 104.7% des exportations de biens et de services et est donc difficilement soutenable par le pays. Le cumul des arriérés est de 128 MUSD à la mi-2002. Même si en 2001 le Burundi a bénéficié d'une réduction de dette par le Club de Paris et qu'en 2004, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) a effacé 35 % des arriérés de paiement du Burundi envers le Fonds Africain de Développement (FAD), la dette extérieure pèse sur le Burundi. Il est donc évident que pour passer le cap, tous les Burundais devront se serrer la ceinture. Car la relance de l'économie appelle efforts et sacrifice. C'est ainsi que le Burundi ne peut pas y arriver sans prendre des mesures d'austérité qui conduiront à la réduction de façon sensible des dépenses de l'Etat. La première mesure de notre avis la suppression immédiate du charroi de l'Etat. Dans un pays pauvre comme le Burundi et où la mauvaise gestion de la chose publique est une triste réalité quotidienne, une telle mesure sera bénéfique pour le Burundi et la majorité des Burundais. Elle permettra d'économiser plusieurs centaines de millions de francs burundais. Si le Rwanda a réussi une telle opération, le Burundi peut bien l'imiter, c'est une question de choix et de volonté politique. Avec ses maigres moyens et ses besoins énormes en matière de reconstruction, le Burundi ne peut pas se permettre de continuer de prendre en charge l'intendance du Président, de deux vice-présidents, des présidents des deux chambres du parlement et des quatre anciens présidents. Si on a mis en place le système de deux Vice-présidents, cela était justifié par la pacification du Burundi. Comme le Burundi sort de plus en plus de la guerre, les deux vice-présidences ne sont plus justifiées dans la mesure où elles ruinent le peu de moyens dont dispose le Burundi. S'il faut revoir la constitution pour prendre une telle mesure, nos illustres aînés du peuple n'hésiteront de voter une telle loi pour l'intérieur du Burundi. Nous préconisons donc comme deuxième mesure la suppression d'une vice-présidence. Enfin, des pistes sont à explorer notamment la diminution des déplacements des dignitaires burundais, etc. Toutes ces mesures d'austérité feront honneur qu'aux décideurs politiques burundais. Les économies budgétaires dues à ces mesures d'austérité et à la rigueur dans le recouvrement des recettes de l'Etat permettront d'augmenter les salaires fonctionnaires de façon significative : les doubler voire même les tripler. Les salaires rehaussés permettront d'augmenter le pouvoir d'achat des citoyens et la consommation. Conclusion S'il est vrai que remettre à l'ordre le Burundi sur les rails d'un développement tous azimuts reste une affaire de tout un chacun, la grande impulsion viendra indubitablement d'un leadership ayant la claire vision de ces différentes clés du développement. Car comme l'illustre la prose du sage populaire, le poisson pourrit par la tête. C'est ainsi que les technocrates ne devraient plus rester éternellement à l'ombre des militants zélés mais aveugles, qui risquent d'enfoncer le pays entier dans l'abyssal renversement de vapeurs va donc mener à une redistribution de cartes, après quoi les Burundais de la diaspora (ou de l'intérieur) objectivement ciblés pour former le fer de lance de cette relance économique, devront d'abord braver terrain en s'attelant à réconcilier toutes les composantes sociales pour éviter de revenir à la case de départ. C'est dans ces conditions qu'ils auront des coudées franches pour aborder le point névralgique lié à la restructuration du système éducatif, à la vulgarisation des technologies d'information et de communication ainsi que le développement du tourisme. Mais pour que la mayonnaise puisse prendre il faudra pratiquement quelques mesures drastiques (austères) qui amèneront les Burundais, d'amont en aval, à se serrer la ceinture pour remonter la pente sans heurts. Libérateur Ntibashirakandi est docteur en Sciences (Mathématiques) et Professeur visiteur à l'Université du Burundi depuis 2001 dans le cadre du programme de Coopération Universitaire Institutionnelle entre le Burundi et le Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française de Belgique. Pour tout contact : ntibashirakandi@yahoo.fr.